

Les étudiants en médecine sont de nouveau dans l'incertitude

■ La ministre Maggie De Block veut mettre un moratoire sur la délivrance de numéros Inami surnuméraires.

Ce lundi matin, sur les ondes de La Première, la ministre fédérale de la Santé, Maggie De Block (Open VLD), a relancé la guerre des numéros Inami, ces attestations, délivrées par le fédéral, qui sont indispensables aux médecins en exercice.

La ministre a en effet expliqué qu'elle ne libérerait plus de numéros Inami surnuméraires pour les étudiants candidats médecins francophones tant qu'il n'y aurait pas de "filtre efficace" limitant le nombre d'entrées dans les universités du sud du pays.

Pour rappel, sous la pression du gouvernement fédéral, la Fédération Wallonie-Bruxelles organise depuis 2017, comme le faisait déjà la Flandre, un examen d'entrée limitant l'accès aux études de médecine. La Fédération, contre sa volonté, avait accepté la mise en place de ce "filtre" en échange de l'octroi de numéros Inami aux étudiants surnuméraires actuellement en cours de cursus.

Le ministre Marcourt conteste la version du fédéral

Le problème est qu'un examen, contrairement à un concours, ne fixe qu'un seuil de réussite, et non un nombre défini d'étudiants pouvant entamer les études. Or, en septembre 2018, 1 042 étudiants ont réussi cet examen, alors que seuls 505 numéros Inami pourront être libérés. Furieuse, la ministre De Block considère donc que le filtre n'est pas efficace, et qu'elle arrêtera de libérer des numéros Inami surnuméraires tant qu'un concours ne sera pas organisé.

Pour le ministre de l'Enseignement supérieur francophone, le socialiste Jean-Claude Marcourt, cette déclaration de guerre est imbuvable pour différentes raisons.

D'abord, rappelle-t-il, parce qu'il avait tenu à organiser un concours, mais que c'est le Conseil d'État qui avait refusé cette solution car le quota de numéros Inami sur lequel s'appuyait ce concours n'avait été ni suffisamment argumenté, ni rendu dans les temps par le... fédéral. C'est donc à cause du fédéral, juge-t-il, qu'un examen a été mis en place.

Ensuite, parce que la ministre fédérale ne tiendrait pas compte de la réalité. Au sud du pays, la pénurie de

médecins est importante et, au vu de la pyramide des âges des médecins francophones, elle sera encore plus importante à l'avenir. Il est donc "absurde" de restreindre le nombre de numéros Inami. D'autant plus que dans les auditoriums francophones, le nombre d'étudiants étrangers qui repartiront dans leur pays sans utiliser le numéro Inami qu'ils auront gagné serait équivalent à 20% des étudiants, affirme le ministre.

Au nom de la réalité de la pénurie, et de l'aspect international des auditoriums de médecine, la volonté de Maggie De Block de limiter le nombre d'attestations pour les francophones est illégitime, juge Jean-Claude Marcourt. "La ministre veut prendre en otage les étudiants pour faire pression et obtenir quelque chose d'illégitime" – une répartition des numéros Inami davantage en faveur de la Flandre – souligne encore le ministre.

Enfin, Jean-Claude Marcourt conteste les chiffres de la ministre libérale qui juge que la pénurie concerne surtout les médecins généralistes, et que la Belgique francophone n'en formerait qu'entre 23 et 27%. Les derniers chiffres obtenus auprès des

doyens de médecine confirment en effet que cette année, 46% des médecins qui entamaient leur spécialisation se sont orientés vers la médecine générale.

Inquiétudes pour les étudiants

Ce lundi, une conférence interministérielle de la Santé publique aura acté le désaccord entre les deux ministres. Reste alors la question des étudiants actuellement en cours de cursus. Doivent-ils craindre de ne pas obtenir de numéro Inami à la sortie? Sur cette question, les ministres se renvoient la balle. La ministre De Block dit que, sans effort de Marcourt, elle ne délivrera plus de numéros surnuméraires. Le ministre socialiste répond "que le filtre lui apparaissant efficace, le fédéral doit répondre de ses engagements : délivrer un numéro Inami à tous les étudiants en cours de cursus".

En tout cas, "il est inadmissible que nos étudiants soient dans une telle incertitude", tranche Dominique Vanpee (UCLouvain),

le président du collège des doyens de médecine francophones.

Personne ne souhaitant bouger politiquement, le dossier risque de faire l'objet d'un sévère bras de fer d'ici les élections du mois de mai.

BdO

*“La ministre veut
prendre en otage
les étudiants pour
faire pression et
obtenir quelque
chose d’illégitime.”*

Jean-Claude Marcourt

Ministre socialiste de
l’Enseignement supérieur en
Belgique francophone